

## Qu'est-ce que la sociologie politique ?

La sociologie politique c'est un regard objectif, mais parmi d'autres sur l'objet politique. Un regard particulier parce qu'il n'est pas le seul. Il y a plusieurs regards, c'est-à-dire qu'il a des acteurs et catégories d'acteurs préoccupés par la politique, mais qui sont différents selon la position qu'ils occupent.

Il y a d'abord le regard des acteurs engagés : les militants, les élus, les dirigeants et lorsque ces acteurs analysent l'objet politique, leur analyse est guidée par un objectif précis : la justification de leur action, ils agissent toujours pour le bien de l'intérêt général, des électeurs, des citoyens.

Le discours des médias qui relaie parfois la parole des acteurs engagés. Le but des médias et le but du discours politique qu'ils produisent c'est d'informer, éduquer et donner aux citoyens les moyens de comprendre le discours politique et de choisir les options politiques ou les programmes politiques que les acteurs engagés proposent. Aujourd'hui, pour exister, pour survivre dans le marché médiatique, les médias doivent s'adresser à un certain nombre de personnes et si possible, ils doivent s'adresser au plus grand nombre ce qui fait que parfois, le discours médiatique tenu par les journalistes est plutôt fait pour séduire le public, pour attirer le public et la conséquence de la c'est que dans certains cas on a des discours médiatiques un peu rapides, simplistes et des analyses souvent incomplètes.

Le regard des philosophes qui, eux, sont plutôt à la recherche du bien politique et sont préoccupés par la question : qu'est-ce qu'un bon gouvernement ? Comment parvenir à créer un État où règne la solidarité, la justice, l'égalité ? Un discours des philosophes politiques qui est souvent axé sur des jugements de valeur puisque leur but est de trouver un idéal politique.

La première chose à faire est de considérer que tous ces discours sont légitimes tout autant qu'un discours scientifique sur l'objet politique sachant que ce qui distingue ces différents discours du discours scientifique c'est que pour les chercheurs en sciences sociales le but de leur discours est de chercher à comprendre, à expliquer, de manière neutre, non partisane, les phénomènes politiques dans les sociétés et tenter de mettre en évidence des phénomènes qui peuvent apparaître comme évident, mais qui en réalité ne le sont absolument pas.

La sociologie politique considère que la politique, les phénomènes politiques sont des phénomènes sociaux c'est-à-dire que les sociologues politiques considèrent la politique comme une activité sociale parmi d'autres. Elle peut être analysée en respectant la démarche sociologique avec une certaine rigueur dans l'utilisation de ces méthodes d'approche. Le but des sociologues politiques est d'abord d'écartier systématiquement toutes les prénotions, les préjugés que l'on peut avoir et mesurer, appréhender le phénomène politique grâce à des méthodes de plus en plus perfectionnées (statistiques, sondages d'opinion, les enquêtes). Il y a en sociologie une confrontation des théories : approches déterministes, approches individualistes.

La sociologie politique est une sociologie assez récente : après la 2<sup>nd</sup> GM. La sociologie politique est une branche de la science politique sachant que la science politique couvre un domaine plus large que la socio. Politique puisque la science politique c'est, notamment, l'étude des rapports des gouvernements entre eux, les relations internationales, l'analyse des institutions politiques, des institutions administratives, l'histoire des idées politiques alors que la sociologie politique c'est plutôt l'étude de l'activité politique : ce qui constitue l'essentiel de la vie politique dans les sociétés à démocratie pluraliste c'est-à-dire l'étude de la compétition pour la conquête du pouvoir légitime. La vie politique dans les sociétés démocratiques se présente comme une scène sur laquelle s'affrontent des individus et des partis politiques pour conquérir le pouvoir de l'État. Cette lutte pour le pouvoir trouve son aboutissement dans l'élection qui est considérée comme un temps fort de la vie politique.

1<sup>er</sup> axe de recherche de la sociologie politique porte sur le comportement des acteurs politiques : les électeurs (comportements électoraux, façon dont les individus votent et tentent d'expliquer leur choix), l'analyse et l'étude des acteurs qui cherchent à obtenir le consentement légitime et actif de leurs concitoyens, ceux qui influencent ou qui cherchent à influencer le pouvoir politique ou à contester le pouvoir politique (groupe de pression, groupe d'intérêt...)

2<sup>ème</sup> axe : l'étude des mécanismes de pouvoir et de domination dans les sociétés modernes sachant que l'objectif est de montrer le type de lien que l'État ou les dirigeants entretiennent avec la société globale.

La politique ou le terme politique accepte plusieurs définitions :

## SOCIOLOGIE POLITIQUE

Politique : étymologiquement : ce qui touche à la cité, aux affaires de la cité, ce qui concerne le gouvernement d'un groupe ou d'un collectif d'individus. La politique c'est d'abord l'espace de compétition pour la conquête et l'exercice du pouvoir. C'est aussi une activité spécialisée, c'est exercer une activité particulière. Pour Weber, la politique comme activité spécialisée c'est l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influer sur la répartition du pouvoir, soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État.

La politique est aussi une ligne de conduite, c'est-à-dire un programme d'un gouvernement, d'un groupe, d'un candidat, ce sont les grandes orientations d'un programme : politique gouvernementale.

La ou les politiques publiques : ce sont les prises de positions, de décisions, les actions qui sont prises dans des domaines particuliers.

La sociologie politique comprend la politique dans les deux 1ers sens.

Le politique : c'est le champ social dominé par des conflits d'intérêt, régulé par un pouvoir, pouvoir qui est lui-même monopolisateur de « la coercition légitime ». Le politique c'est le système de régulations qui est indispensables à la vie d'une société parce que sans cette régulation, les sociétés seraient tissées de relations conflictuelles. il faut donc une autorité supérieure qui régule les relations entre les groupes dans toute société.

### COURS

PARTIE 1 : LES COMPORTEMENTS POLITIQUES DES CITOYENS

PARTIE 2 : LA CONQUÊTE ET L'EXERCICE DU POUVOIR POLITIQUE

## PARTIE 1 : LES COMPORTEMENTS POLITIQUES DES CITOYENS

### CHAPITRE 1 : PARTICIPER OU S'ABSTENIR

La participation politique occupe une place essentielle dans l'organisation et le fonctionnement des sociétés démocratiques. Cette participation apparaît comme la condition même du caractère démocratique d'un régime puisque c'est la participation démocratique du citoyen qui permet à ces citoyens de choisir leurs gouvernants et hors des échéances électorales, de contrôler les représentants du pouvoir, de contester les décisions prises par ces représentants, de faire entendre leur voix et de se prémunir contre le risque d'une dépossession du pouvoir.

Les citoyens peuvent s'exprimer de manière plus ou moins violente : *pétition, manifestation, grèves...* pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis des décisions qui sont prises. Cette place importante de la participation justifie le fait que dans les démocraties, l'exercice ou la possibilité de participer à la vie politique sont constitutionnellement et légalement garantis puisqu'on a le droit de vote, des mandats à durée limitée et définit, des échéances électorales régulières, la liberté de la presse, la liberté d'association et le droit de manifestation, de grève ou encore signer des pétitions.

Tous les citoyens ne font pas le même usage de leurs droits, de leur capacité d'intervention dans la sphère politique et plus particulièrement, tous les citoyens ne font pas usage de leur droit minimum : le droit de vote.

#### LES DIVERSES FORMES DE PARTICIPATION

La participation politique c'est l'ensemble des activités par lesquelles la masse des citoyens est habilitée à entrer en contact avec le monde séparé du pouvoir en respectant certaines contraintes rituelles. La participation recouvre un ensemble de pratiques assez hétérogènes qui varient selon les individus, les époques, les pays et selon les régimes politiques.

Traditionnellement, on distingue deux grandes formes de participation :

- Forme conventionnelle, institutionnelle
- Forme non conventionnelle, formes contestataires, formes hors système

#### FORMES CONVENTIONNELLES

- Ce sont les activités qui viennent alimenter les mécanismes institutionnels producteurs de pouvoirs qui consistent essentiellement à la sélection des titulaires de l'autorité et en même temps cette participation vient légitimer les représentants de cette autorité.

- Le vote
- L'ensemble des pratiques qui manifestent notre adhésion ou notre soutien au système de parti en place : adhésion, engagement dans un parti...

#### FORMES NON CONVENTIONNELLES

- Elles regroupent les activités considérées comme des actions autonomes et expressives qui échappent à la contrainte d'un cadre juridique et institutionnel sachant que l'initiative de ces pratiques et le fait des citoyens eux-mêmes qui définissent librement le moment où ils vont agir, les modalités de leur action et les objectifs de leur action. Si ces actions sont qualifiées de protestataires, c'est parce que la plupart du temps ces actions ont mené dans le but de remettre en cause l'ordre établi, les institutions existantes, contester le pouvoir en place ou la politique menée par les dirigeants.

- Les manifestations
- Les grèves
- Les pétitions
- Les occupations ou dégradations de locaux
- Les appels à la désobéissance civile
- Les séquestrations des représentants

- Ces actions sont généralement collectives et même si elles sont entreprises par un petit nombre de citoyens elles n'en ont pas moins une plus ou moins grande influence sur la situation sociale d'un pays. On parle de l'action collective ou de mouvements sociaux.
- L'ampleur de la participation conventionnelle ou non conventionnelle connaît des écarts très importants selon les pratiques observées, mais d'une manière générale, les citoyens participent plus souvent à la vie politique de manière conventionnelle que de manière contestataire.

Début des années 1980, la participation politique enregistre une baisse régulière et importante notamment la participation conventionnelle parce que c'est en ce qui concerne la participation électorale que la baisse de la participation est la plus importante. Même si les taux d'abstention aux différents scrutins varient d'une élection à l'autre, il n'empêche que depuis une trentaine d'années, on assiste de manière globale à une baisse continue de la participation et même si ce phénomène touche toutes sociétés démocratiques occidentales il est particulièrement marqué en France. Par rapport à cette baisse de la participation, les acteurs ont tendance à s'inquiéter de cette baisse qu'ils interprètent comme un désengagement des citoyens, un désintérêt des affaires publiques. La faible participation à la vie politique vient contredire les principes et les attendus de la démocratie, l'idée du citoyen engagé, du citoyen sois disant civique qui participerait activement au fonctionnement et au devenir de la société, du citoyen qui est désireux de participer à la vie politique. Peut-être que la non-participation est peut-être une nouvelle forme de contestation.

### I) LES NON-INSCRITS

- L'inscription sur les listes électorales constitue « le degré zéro » de la mobilisation électorale et même le degré zéro de la participation politique. Même s'il existe des critères légaux de définition de l'électorat (âge, nationalité...), le phénomène de la non-inscription demeure aujourd'hui assez mal connu du fait notamment de l'absence de données statistiques précises. Nous avons une estimation donnée par l'Insee qui mesure l'écart entre la population électorale potentielle et le nombre effectif d'inscrite sur les listes électorales et d'après l'Insee le taux de non-inscription se situe en France entre 8 à 11 % du corps électoral c'est-à-dire plus de 3 M ° d'électeurs potentiels. Stabilité de la non-inscription. En ce qui concerne cette population, on a à faire à un groupe assez hétérogène. Ce sont des individus qui a priori ne semblent pas s'intéresser à la politique. Ils ont pendant longtemps, été considérés comme des abstentionnistes. Or, on voit bien qu'il y a des différences entre ces deux catégories de population.

- L'abstentionnisme et la non-inscription sont des phénomènes qui touchent particulièrement les populations les plus jeunes et les plus modestes socialement. L'abstention varie en fonction de la hiérarchie des scrutins. Les électeurs votent plus à l'élection présidentielle puis ensuite viennent les élections législatives, municipales, régionales, européennes. En ce qui concerne les non-inscrits, la nature des élections ne semble pas jouer énormément sur le niveau des inscriptions. La non-inscription se distingue aussi de l'abstention par son insensibilité aux circonstances du vote puisque les circonstances du vote, la plupart du temps, ne sont pas connues lors de la période pendant laquelle les électeurs potentiels sont autorisés à s'inscrire.

- La variable qui a pu être mise en avant c'est celle du niveau scolaire et il semblerait qu'un faible capital scolaire entraîne plus fréquemment un défaut d'inscription et donc, la probabilité des non-diplômés, de ne pas être inscrit sur les listes électorales est supérieur de 8,2 points à celle des titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2. L'effet du capital scolaire peut s'interpréter comme la capacité pour les individus de mieux comprendre les enjeux démocratiques.

9 février 2011

- **Les mobiles** : forte mobilité géographique due à l'emploi. Urbains qui ont l'habitude de résider dans des communes. Des mobiles qui ont un niveau scolaire plutôt élevé. Ils appartiennent à des catégories sociales moyenne ou supérieure et donc, s'ils ne s'inscrivent pas sur les listes électorales c'est parce qu'ils sont mal insérés dans leur commune ou parce qu'ils viennent d'arriver.
- **Les exclus du système** : niveau scolaire assez bas. Les personnes qui connaissent un échec d'insertion professionnelle et d'autre qui ne s'intéressent pas du tout à la politique et qui ne s'inscrivent pas sur les listes électorales pour participer aux élections.
- **Les anarchistes** : personnes qui refusent les institutions sociales et politiques. Pour ces personnes-là, ne pas s'inscrire sur les listes et donc ne pas voter, c'est un acte volontaire puisque c'est un choix idéologique.

### II) LES ABSTENTIONNISTES

- C'est à partir du milieu des années 1980 qu'on constate en France, mais dans les sociétés démocratiques occidentales également, un décrochage dans la participation électorale : *élections législatives de 1988 l'abstention au 1<sup>er</sup> tour et de 34,3 %*. Ce chiffre, dans un 1<sup>er</sup> temps, n'inquiète pas beaucoup les analystes et hommes politiques, car on pense que c'est un événement exceptionnel et on ne se doute pas que c'est un phénomène en train de s'installer.
- En 1989, aux *élections européennes*, le *taux d'abstention dépasse les 50 %*. À partir de ce moment, on constate un changement dans la participation. Au fur et à mesure des élections, on constate que ce taux d'abstention progresse d'élection en election, mais l'abstention varie tout de même selon la nature du scrutin, la place du scrutin dans un cycle électoral ou en fonction du contexte politique.
- En France, l'élection présidentielle mobilise traditionnellement plus que les autres élections malgré la baisse de la participation. À partir du moment où cette election est touchée par la montée de l'abstention, on se rend compte que quelque chose ne va pas du côté du rapport à la politique que les Français entretiennent.
- Il y aurait donc chez ces électeurs, des doutes sur la capacité des hommes politiques à faire face aux problèmes sociaux, économiques. Cela peut signifier aussi chez les électeurs, une crise de confiance envers ceux qui sont censés représenter le peuple : *la crise la plus rare arrive en 2002 où le niveau d'abstention est très élevé au 1<sup>er</sup> tour (28,4 %)*. On est face à des électeurs qui ont des exigences, des attentes et se mobilisent ou s'abstiennent en fonction des enjeux et des programmes qui sont proposés.
- On commence à étudier cette catégorie d'abstentionnistes. Un certain nombre de recherches se mettent en place.
- Depuis les années 1990, on s'aperçoit qu'on est face à des individus qui assument entièrement leur abstention. Avant cette période, lors des enquêtes électorales, les abstentionnistes n'osaient pas avouer qu'ils s'abstenaient lors des élections.
- À partir de 1997, les abstentionnistes ne culpabilisent plus d'être éventuellement vus comme des mauvais citoyens et avouent beaucoup plus facilement leur comportement. Les chercheurs s'aperçoivent qu'on est face à une nouvelle catégorie : des abstentionnistes qui assument, qui se détachent de l'idée qu'aller voter est un devoir et les 1<sup>res</sup> enquêtes montrent que dorénavant on a deux sous-groupes :
  - **Les abstentionnistes « hors jeu »** politiques
  - **Les abstentionnistes « dans le jeu »** : depuis le milieu des années 1980, ils gonflent les rangs du groupe des abstentionnistes.
- Ce sont des personnes qui, à un moment donné, partagent la même réponse électorale, mais qui présentent des caractéristiques différentes.
- ❖ **Les « hors-jeu politiques »** : ce sont des électeurs qui se retirent partiellement ou totalement de la vie civique. Ce retrait se définit en fonction de 3 cas de figure :
  - Ils ne s'intéressent pas du tout à la politique et n'ont pas du tout de proximité partisane.
  - Ont un intérêt minimal pour la politique, mais qui n'a pas de proximité partisane.
  - Ce sont des individus qui peuvent avoir une proximité partisane, mais pour autant ils ne s'intéressent pas du tout à la politique et surtout pas à la compétition politique.
- Ils s'apparentent plus facilement aux interprétations classiques de l'abstention : pas de proximité partisane, rejettent l'offre qui leur est proposée, et détachée de la vie politique.
- ❖ **Les « dans le jeu » politique** : s'intéressent à la politique : lorsqu'on les interroge, ils avouent qu'ils ont un intérêt politique véritable, ils déclarent qu'ils se sentent proche de certains partis politiques. Ce sont des personnes qui se repèrent très facilement dans le système politique. En toute logique, on pourrait s'attendre de leur part, à ce qu'ils participent à la vie politique, ils ne devraient pas s'abstenir et pourtant, ils se retirent du jeu démocratique.
- 
- 1) **La relation à la société.**
- Le vote est un mode d'expression du lien social est lorsqu'on décide de participer à la compétition cela nous donne une idée sur la façon dont les individus intériorisent leur place dans la société et nous renseigne sur leur mode d'intégration à la société, s'ils sont intéressés ou non par ceux qui vont les représenter.
- ❖ *Comment les individus se situent géographiquement parlant ?* Qu'elle est pour eux, le territoire dans lequel ils évoluent ? Les abstentionnistes hors jeu se situent sur un territoire qui apparait beaucoup plus réduit que chez les abstentionnistes « dans le jeu » ou les votants. D'après les enquêtes, les abstentionnistes « hors

jeu » considèrent (41 %) qu'ils sont uniquement français alors que les abstentionnistes « dans le jeu » considèrent dans leur grande majorité qu'ils sont français, mais aussi européens.

- ❖ Les « hors jeu » sont beaucoup plus démunis du point de vue des réseaux de sociabilité et de solidarité qu'ils pourraient mobiliser en cas de grave difficulté. C'est-à-dire que les « Hors jeu » se sentent socialement et relationnellement plus isolés que les autres, dans leur vie professionnelle, mais aussi dans leur vie privée. Ils avouent qu'ils ne peuvent pas mobiliser beaucoup de ressources en cas de grave difficulté.
- ❖ À cet isolement social s'ajoute chez les « hors-jeu » une certaine méfiance vis-à-vis des autres. Ce sont des personnes qui déclarent qu'ils ont du mal à accepter la différence, le changement, d'où des attitudes de rejet vis-à-vis de tout ce qui est différent ou nouveau. Ces abstentionnistes défendent un système de valeur bien précis c'est-à-dire que ce qu'ils valorisent c'est l'homme, l'autorité, ce sont des personnes qui sont plutôt intolérantes et des personnes qui pensent que l'école doit donner le sens de la discipline et non pas former un esprit critique.
- Les abstentionnistes hors jeu sont des individus qui sont plutôt en retrait, fermé, qui valorise l'autorité et qui conteste l'évolution de la société sur le plan des valeurs, de son fonctionnement et contestent aussi l'évolution du contexte économique.
- Est-ce que ces abstentionnistes hors jeu utilisent d'autres moyens pour faire connaître et faire entendre leur contestation ? La réponse est non parce que ces abstentionnistes « hors jeu » contestent l'ensemble de l'évolution, mais ils ne se donnent pas les moyens de changer la société ni par la voie des urnes, ni par d'autre forme d'expression. Ce sont donc des individus qui sont dans une logique défensive, ils sont dans une opposition systématique, mais une opposition qui n'est pas rationnelle et une opposition qu'ils n'arrivent pas à exprimer.
- Les « dans le jeu », eux, sont ouverts à la nouveauté, à l'altérité... ils acceptent beaucoup plus l'évolution générale de la société, mais ce sont des individus qui se réservent le droit d'agir quand ils l'ont décidé, quand ils considèrent que cela en vaut la peine. Ils se réservent le droit d'exercer une pression sur ceux qui ont le pouvoir y compris en adoptant des comportements plus ou moins conventionnels. Ce sont des contestataires et ils sont dans une logique offensive. Ils ont donné un nouveau sens à l'abstention c'est-à-dire que s'abstenir, pour eux, c'est une forme protestataire de participation c'est-à-dire que pour protester contre les personnes on décide de ne pas aller voter.

## 2) Relation à la politique

- Pourquoi l'abstention ? On en distingue trois types. L'abstention du désintérêt concerne les « hors-jeu » motivés par différents éléments
- **Impression d'une atténuation du clivage gauche/droite.** Les électeurs pensent que les discours sont les mêmes et les débats stériles. Les citoyens ont ainsi du mal à voir la pertinence de l'élection. Il ne voit plus de différence entre les programmes et ainsi ne se motive plus pour faire leur choix politique. Cette cause de l'abstention du désintérêt est quelquefois citée, mais ne suscite pas l'unanimité.
- **La compétence des électeurs :** ceux-ci n'ont pas tous les éléments de connaissance pour faire des choix réfléchis et objectifs. L'électeur ne se sent pas capable de faire un choix donc il se désintéresse de la compétition électorale. Il préfère s'abstenir plutôt que de se sentir coupable d'un choix politique infondé. À cause d'un manque de confiance en eux et dans leur choix, ils préfèrent ne pas participer
- **Offre électorale complexe :** un nombre de candidats trop élevé, des tendances politiques trop diverses favoriseraient l'abstention. Si cela peut éventuellement être un élément explicatif, il n'explique pas tout.
- Il existe une hausse de l'abstention quand l'enjeu est considéré comme peu important. L'individu se dit que s'il vote, cela ne changera rien. Ce facteur est important pour expliquer cette abstention.

À cela s'ajoute une méfiance vis-à-vis de la classe politique après différents scandales, affaires financières, problèmes de corruption, etc., ainsi que des querelles au sein des partis. Abstention du désenchantement (« dans le jeu » et « hors jeu ») : Dès 1981, on observe une certaine alternance en France. Vue comme inutile par quelques citoyens. Pour eux, ni la gauche ni la droite ne résolvent les grands problèmes, il y a une méfiance vis-à-vis des programmes. Le discrédit jeté sur les politiciens et leurs partis éloigne quelques Français de la vie politique. Ces derniers pensent que les politiciens sont déconnectés des vrais problèmes de la société et se demandent ainsi à quoi bon voter. Les électeurs ont moins envie de s'engager de façon permanente sur des objectifs globaux. Il vote donc moins, est plus volatil et plus abstentionniste. Ce phénomène semble être plus le fait des « jeunes électeurs » (moins de 40 ans).

- 
- ❖ Abstention contestataire (pour les « dans le jeu »). Ici, il s'agit d'utiliser l'abstention pour contester une politique qui ne convient pas ou plus. C'est un moyen d'exprimer une colère, une déception sans passer par le vote pour les extrêmes. Il n'existe pas un refus des règles du jeu démocratique, mais un refus des acteurs politiques présents. C'est une abstention militante, un acte politique conscient.
  - Si cette abstention est motivée, elle n'est pas forcément définitive, c'est souvent une « abstention intermittente » composée d'une population engagée politiquement. Ce mouvement est éphémère et individualiste.



I) **PERTINENCE DE L'APPROCHE DÉTERMINISTE POUR EXPLIQUER LA STABILITÉ DU COMPORTEMENT ELECTORAL**

1) **Modèle sociologique**

- Au fondement de l'étude des comportements politiques, on trouve « l'écologie politique » (ancêtre de la sociologie politique). Le premier en France à faire une étude sur le comportement électoral est *André Siegfried 1875-195*.

- En 1913, il publie *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la IIIe République*. L'ouest est une région rurale à l'époque. Il constate que depuis 1871, en trente ans d'élection (malgré des élections et des conjonctures différentes), les comportements électoraux restent stables. Il veut savoir pourquoi et se penche sur la Vendée.

- Pour Siegfried, les zones géologiques ont une influence : Au Nord : granite, vote à droite/au sud : calcaire, vote à gauche

2) **le paradigme de Michigan**

- Un groupe de chercheurs des années 1960 reformule l'analyse de *Lazarsfeld* qui est un peu trop déterministe selon eux. Ils trouvent que les variables choisies sont trop peu explicatives et surtout n'expliquent pas pourquoi les membres de tel ou tel groupe social choisissent tel parti ou tel autre.

- Ces chercheurs relancent un programme de recherche sur le comportement électoral des Américains et tentent une comparaison puisqu'ils vont enquêter en 1948-1952 et 1956 avant l'élection puis après l'élection et vont synthétiser leurs résultats dans un ouvrage dont l'influence en sociologie électorale va être déterminante : « *The american voter* ». Cet ouvrage va affirmer la sociologie électorale comme une sociologie particulière. Ces chercheurs réintroduisent, dans leur analyse, l'électeur, qu'ils considèrent comme le producteur réel de la décision. C'est désormais la psychologie de l'électeur qui est au cœur de l'analyse. Ils s'intéressent plus particulièrement aux rapports que les individus entretiennent avec les objets politiques et (leaders, programmes politiques...) cela va donner une analyse plus psychosociologique du vote avec un changement de perspective qui se traduit par la prise en compte de l'identification partisane ou plus précisément, l'attachement affectif de l'électeur à l'un ou l'autre des deux grands partis politiques américains. Les chercheurs ne vont pas prendre en compte les votes antérieurs, mais retiennent un indicateur qu'ils vont décliner en cinq positions et vont parvenir à construire une échelle qui va d'une identification très forte au parti démocrate jusqu'à une identification très forte au parti républicain. À partir de là, ils essayent de voir, qui s'identifie politiquement à ces partis et pourquoi les électeurs s'identifient de cette façon.

- **Résultats :**

- Identification partisane précoce transmise par les parents (transmission plus sûre si les deux parents sont du même camp). Grosse découverte à l'époque.

- Lien entre l'identification partisane et l'appartenance sociale, culturelle des électeurs. Membres d'une minorité ethnique/religieuse s'identifient au parti démocrate.

- Le degré d'identification augmente avec l'intérêt que les électeurs ont pour la politique et leur degré d'engagement.

- Cela montre qu'il faut des variables politiques pour analyser le comportement électoral. L'identification partisane est la variable la plus prédictive du vote.

3) **les clivages sociologiques en France**

- Pour faire cette transposition, les chercheurs devaient d'abord identifier un clivage politique qui était susceptible de se substituer aux clivages démocrates républicains.

- On tente de transposer l'analyse sociologique du comportement électoral en France. Il faut trouver un clivage identifiable et substituable au clivage républicain/démocrates des États-Unis. Dans les années 1960/1970, c'est le rôle du clivage gauche/droite.

- Les chercheurs du CEVIPOF vont tenter de repérer les variables, expliquer l'identification à l'un ou à l'autre de ces pôles, pouvant expliquer le vote pour les partis politiques qui se réclament de la gauche ou de la droite. Certains chercheurs vont alors lancer des enquêtes nationales (début 1970) et vont pouvoir repérer des profils d'électeurs pour la 1re fois en France, parce qu'ils s'aperçoivent qu'il y a deux variables importantes



pour comprendre l'orientation du vote : la classe sociale et la religion. Cela les amène à démontrer qu'il y a en France l'électeur qu'ils vont appeler :

- **« le catholique déclaré »** souvent issu d'une classe moyenne, il se définit comme chrétien, il adhère à un système de valeur conservateur puisque ce qui compte c'est la famille, la tradition, le patrimoine. Il vote majoritairement pour les partis de droite.
- **L'ouvrier communiste, irréligieux** qui défend avant tout la classe ouvrière, il accorde une importance primordiale aux collectifs (organisations partisans et syndicales), il est plus progressiste. Plus les électeurs appartiennent et s'identifie au monde ouvrier plus la probabilité est grande pour qu'ils votent à gauche voire dans les années 1970, pour le PCF.
- Il y a donc un vote de classe en France, mais le problème à partir des années 1970, c'est qu'on s'aperçoit que le vote de classe a tendance à décliner. La variable classe sociale est en train de devenir beaucoup moins explicative qu'auparavant. Cette variable est en train de se transformer, mais elle reste toujours explicative qu'auparavant.
- Les chercheurs vont s'intéresser aux votes en France des années 1970 jusqu'aux années 2000 pour savoir si l'appartenance à une classe sociale peut encore expliquer le choix de l'électeur.
- Il y a eu de grandes transformations sociales puisqu'en ce qui concerne le niveau de formation et de diplôme s'est élevé, les travailleurs indépendants ont diminué, les ouvriers sont moins nombreux et sont de moins en moins et sont remplacés par la catégorie d'employés qui ont vu leurs effectifs doublés en 30 ans et on a dans cette structure socioprofessionnelle des catégories qui se développent : les cadres, profession intellectuelle supérieure et les professions intermédiaires. Aujourd'hui les salariés de la classe moyenne et de la classe supérieure forment 1/3 de la population active en France. Durant cette période, le chômage apparaît, un chômage de masse qui s'installe durablement et qui touche d'abord les ouvriers et les employés qui ont un faible niveau de qualification. Période assez mouvementée avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, puis sa défaite en 1986, on a l'installation du FN dans le paysage politique, le retour de la gauche au pouvoir avec des périodes de cohabitation et on a le séisme de 2002 avec la défaite de la gauche dès le 1<sup>er</sup> tour des présidentielles.
- Ce recul de la gauche chez les ouvriers et lié notamment aux transformations du monde ouvrier qui fait que la gauche recule nettement dans cette classe sociale. Le recul de la gauche bénéficie en partie au FN. Cela se vérifie dès l'élection présidentielle de 1995 puisqu'au 1<sup>er</sup> tour, le FN fait son meilleur score chez les ouvriers. On constate qu'entre 1978 et 2002, le total des suffrages accordés par les ouvriers au FN est passé de 1% à 26 %. La classe ouvrière est l'une des classes sociales qui a été la plus déçue par les socialistes au pouvoir, mais en plus de cette déception, le FN qui arrive en force dans le paysage politique et va se présenter comme le défenseur privilégié des petites gens contre les gros, comme le défenseur du peuple, contre les élites et par son discours, plus social qu'auparavant, il va réussir à attirer des électeurs qui jusque-là votaient traditionnellement à gauche. Durement cette même période, on note une autre évolution dans l'électorat français, qui concerne les classes moyennes salariées, puisque ce sont plutôt des classes jeunes qui défendent des valeurs libérales culturellement parlant. On note un mouvement de cette classe moyenne puisqu'elle se rapproche de la gauche et en particulier du PS.
- On a donc constaté durant ces 3 dernières décennies en France un chassé-croisé de la part de l'électorat, qui va dessiner de nouveaux clivages socioprofessionnels.
- ❖ **1<sup>er</sup> : il oppose les salariés aux travailleurs indépendants** puisque ceux-ci, en France, sont 4/5 à préférer les partis de droite, car ils estiment que la gauche défend trop les salariés contre les patrons et est trop favorable à l'intervention de l'État dans la vie économique.
- ❖ **2<sup>e</sup> : clivage qui existe entre les salariés du secteur public et ceux du secteur privé** sachant que ceux du public votent plus souvent pour les partis de gauche alors que ceux du privé ont tendance à voter de moins en moins pour la gauche et sont de plus en plus réceptif au discours de l'extrême droite ou au discours de la droite modérée. L'écart entre salariés du public et salariés du privé est passé de 6 points à 12 points de 1978 à 1995. De plus en plus, au sein des salariés, il y a une véritable opposition qui se construit puisque les salariés du privé considèrent de plus en plus que les salariés du public sont des privilégiés qui sont assurés au niveau de leur emploi alors que ceux du public craignent le libéralisme économique ainsi que les risques de déréglementations qui sont associés à la construction de l'UE.
- Les clivages socioprofessionnels n'ont pas disparu, ils se sont transformés.
- **Désalignement des ouvriers se qui se déplace progressivement vers la droite** et ce sont donc éloignés de leur encrage initial à gauche.

- **Réalignement vers la gauche des cadres et des professions intellectuelles supérieures** (se sont plutôt détachés de la droite pour se rapprocher de la gauche modérée)
- **Réalignement à droit des commerçants, artisans et chef d'entreprise**. Ils ont renforcé leur enclage à droite.
- Il y a donc bien transformation du vote de classe et non-disparition. On peut dire qu'il y a un désalignement du vote des ouvriers qui correspond à un réalignement du vote des salariés moyens vers la gauche et réalignement du vote des indépendants vers la droite.
- L'électorat de l'extrême droite ; en ce qui concerne le front national, il apparaît que les électeurs n'appartiennent pas à une classe sociale déterminée. Le FN attire les ennemis de classe d'hier puisque ce parti attire à la fois les ouvriers et les petits patrons. Ces ennemis qui se retrouvent en tant qu'électeur du FN s'accordent sur un point qui est le rejet des immigrés et se brouillage de classe qui s'est accrue lors de l'élection présidentielle de 2002 puisque pour la 1re fois à ce type d'élection, le leader du FN a fait une percée dans le monde rurale est agricole. Les seules classes sociales qui semblent résisté sont les salariés moyens ou supérieurs. D'après les enquêtes, il semblerait qu'il y ait deux variables :
- **Le niveau d'étude** : ce sont les électeurs les moins diplômés qui ont le plus souvent donné leur voix aux partis d'extrême droite
- **Le sexe** : les Hommes votent beaucoup plus souvent FN que les femmes.

## **LES VARIABLES SOCIO DEMOGRAPHIQUE**

- **SEXE** : les femmes ont accédé à la citoyenneté plus tardivement que dans les autres pays européens (1945). Quand elles commencent à exercer leur droit de vote, les Françaises ne votent pas tout à fait de la même façon que les Français. Dans la vie politique française, il y a 3 phases qui marquent l'évolution du comportement électoral des femmes.
  - **1945 jusqu'à la fin des années 1960** : cette période c'est, pour les femmes, la période de l'apprentissage puisque les femmes, durant cette 1re période s'abstiennent plus que les hommes et votent nettement moins pour les candidats des partis de gauche.
  - **1970's jusqu'au milieu des années 1980** : les femmes s'abstiennent de moins en moins. Elles votent autant que les Hommes et votent également de plus en plus pour les candidats des partis de gauche.
  - **Le temps de l'autonomie** : à partir des élections législatives de 1986, les électrices votent en faveur de la gauche autant que les hommes et en 1988 elles seront plus nombreuses à voter pour la gauche que les hommes. On a donc un comportement électoral féminin qui progressivement devient identique à celui du comportement électoral des hommes. On note que les femmes, notamment au 1<sup>er</sup> tour des élections ont souvent une préférence plus marquée que les hommes pour les socialistes et les écologistes. Les femmes sont plus réticentes face au parti d'extrême droite. Explication : le discours des partis d'extrême droite est plus violent et c'est donc la violence des discours qui dissuaderait les électrices et le programme politique des partis d'extrême droite remet en question les acquis des femmes : droit au travail, contraception, avortement, ce qui ne correspond pas aux aspirations des électrices. Dorénavant il y a à la tête du FN, une femme qui a un discours beaucoup moins violent. Est-ce que ce changement à la tête du FN va avoir des conséquences sur l'évolution du comportement électoral féminin. C'est un nouvel électorat qu'elle peu séduire. On peut faire l'hypothèse qu'elle peut réussir à attirer une certaine partie de l'électorat féminin.

## **VARIABLE AGE : COMPORTEMENT POLITIQUE ET ÉLECTORAL DES JEUNES GENERATIONS :**

- À partir de 1978, on constate lors des élections législatives qu'en France il y a un véritable clivage qui apparaît entre les moins de 40 ans et plus de 40 ans. On s'aperçoit que chez les moins de 40 ans, la gauche a beaucoup progressé et est même devenue majoritaire parmi les moins de 40 ans. On considère aussi que c'est grâce à cette jeune génération que les socialistes sont arrivés au pouvoir en 1981. Très vite, les spécialistes ont commencé à dire que les jeunes votaient à gauche.
- En 1986, lors des législatives, la gauche est sanctionnée et c'est parmi les plus jeunes, que le recul de la gauche est le plus important. On constate que ce qui avait été avancé comme explication n'est plus d'actualité, car dès 1988 on constate que la jeune génération rejette la gauche comme la jeune génération des années 1970 rejetait la droite. On se dit que la variable âge n'était pas explicative du vote par contre la jeunesse n'a pas véritablement d'orientation politique qui lui est propre, elle est traversée par les mêmes clivages que le reste du corps électoral. Mais les clivages chez les jeunes sont amplifiés parce que les choix politiques ne sont pas encore fixés. On sait qu'après 18 ans, commence une période de transition chez les

jeunes avec des emportements, des hésitations, des contradictions, des revirements, durant laquelle les jeunes vont changer leur préférence électorale d'une élection à l'autre et les choix politiques ne vont se stabiliser qu'aux alentours de la quarantaine. Les chercheurs découvrent que c'est bien l'âge social et non l'âge biologique qui est important. Ce sont des personnes qui se construisent socialement et donc les préférences électorales peuvent varier. On a longtemps cru que les personnes âgées étaient conservatrices or on s'est aperçu qu'on avait fait une erreur dans la mesure que pour comprendre le vote des anciens, il faut tenir compte des événements que ces personnes connaissent et tenir compte du fait que ce sont des personnes qui se désinsèrent professionnellement, qui ont accumulé un certain patrimoine, des personnes chez qui la pratique religieuse est plus importante et ce sont donc ces événements qu'il faut prendre en compte et qui permettent sans doute de comprendre pourquoi les personnes les plus âgées votent plus souvent à droite. Les dernières recherches montrent le clivage entre moins et plus de 65ans s'atténuent de plus en plus du fait de l'allongement de la durée de vie, de l'abaissement de la pratique religieuse et de l'augmentation du niveau de vie. C'est à partir de 70 ans qu'on constate une baisse de l'intérêt pour la politique et c'est après 75 ans que l'on voit que les préférences politiques pour la droite augmentent de manière significative.

- 9 mars 2011 (Am)

- Dans toutes les démocraties occidentales, les jeunes sont décrits comme des citoyens moins fiables et moins impliqués dans la vie politique que leurs aînés. C'est leur rapport à la politique qui occupe les débats régulièrement et qui suscite une certaine inquiétude dans la classe politique et parmi les chercheurs. Certains vont jusqu'à dire que le comportement politique des jeunes générations peut avoir des conséquences sur la bonne santé des démocraties occidentales. On constate que parmi les jeunes il y a une augmentation régulière de l'abstention. La baisse significative des identifications partisans a également été constatée. Elle touche tous les citoyens, mais plus particulièrement chez les jeunes.

- Est-ce que nous sommes face à un phénomène de dépolitisation de la jeunesse ou alors ou bien est ce que leur politisation obéit à d'autres modèles ?

- Chaque génération, quelque soit l'époque est amenée à négocier son héritage politique à l'échelle des sociétés et des individus puisque les jeunes générations sont héritières d'une histoire, d'une culture politique qui de fait l'inscrit dans la continuité ou la discontinuité d'une

- 9 mars (pm)

- Il ne faut pas considérer cette jeunesse comme un bloc homogène parce que la jeunesse est traversée par les clivages : niveau de diplôme, condition d'entrée sur le marché du travail et ces clivages ont des conséquences sur les clivages politiques, les choix électoraux et sur les modes de participations à la vie politique. Dans le paysage européen, les jeunes Français partagent les mêmes caractéristiques que les jeunes des pays voisins, mais se distinguent par leur niveau de politisation qui n'est pas très élevé en comparaison de celui que connaissent les jeunes de l'Europe du Nord.

- Il n'y a pas dépolitisation, il y a un nouveau rapport à la politique qui est en train de se construire et qui risque de toucher toutes les générations. Aujourd'hui, malgré la baisse de la pratique religieuse, la religion a toujours une influence décisive sur les choix électoraux.

- La variable religion aujourd'hui encore est une variable déterminante pour comprendre le choix électoral. Les variables les plus explicatives sont : la religion, le statut socioprofessionnel (indépendant/ salarié) et la possession ou non d'un patrimoine. Les autres variables : sociodémographiques (sexe et âge) ont une influence limitée sur les choix électoraux. Cette approche très déterministe a été le modèle dominant d'interprétation en France jusqu'au début des années 1980 et cette approche déterministe est aujourd'hui concurrencée ou complétée par d'autres approches notamment l'approche individualiste.

- **L'approche individualiste pour comprendre l'indétermination du vote**

- Depuis la fin des années 1970, les modèles sociologiques déterministes semblent perdre de leur pertinence avec la volatilité croissante des électorats et avec la montée des partis politiques hors système comme le FN. À partir de ce moment les analystes commencent à parler d'électeurs individualistes, stratèges, rationnels... et du coup de nouveaux modèles explicatifs du vote est apparu progressivement : Anthony Downs : modèle de l'acteur rationnel qui va être utilisé en sociologie politique pour parler de l'électeur rationnel. C'est un modèle qui est emprunté à l'économie et l'idée c'est de dire que l'électeur a des préférences politiques et il est capable de hiérarchiser ses préférences et de choisir l'alternative électorale qui maximise le bénéfice attendu. Les élections sont considérées comme un marché politique et l'électeur va faire son choix sur ce marché politique comme le consommateur va acheter un produit dans une grande

surface. Ce modèle a connu un succès important aux US et les chercheurs français vont s'emparer de ce modèle pour essayer de comprendre les variations électorales.

- Il y deux variantes :

- L'électeur cherche à maximiser l'utilité de son vote et se détermine en fonction de son degré de proximité avec les positions que prennent les candidats sur les enjeux principaux de l'élection. Il arrive parfois que cet électeur n'aille pas voter nécessairement pour le candidat le plus proche de ses préoccupations, mais peut voter pour le candidat qui lui paraît le plus susceptible de changer les choses. On aurait un électeur rationnel qui serait capable d'évaluer les candidats sur leur capacité à mettre en œuvre le programme qu'ils présentent.

- Variante proche des modèles économiques donc des modèles qui mesurent l'impact des variables économiques sur le choix des individus et notamment sur les choix politiques des citoyens : le chômage, la croissance économique et l'inflation. L'idée est de dire que les électeurs considèrent que le gouvernement en place est responsable de l'État de l'économie et notamment du taux de chômage, du niveau de croissance, de l'inflation. Les électeurs votent donc en conséquence. Si selon eux les indices économiques sont bons, ils récompensent le gouvernement en place en votant pour lui ou pour les candidats proches de lui si au contraire les indices sont mauvais, les électeurs vont punir le gouvernement en place en votant l'opposition.

- Ces modèles ont été fortement critiqués et on a reproché à ce modèle d'avoir une vision très simplificatrice du raisonnement électoral et c'est en réutilisant la théorie de la rationalité (H Simon) qui montre qu'il n'y a pas que l'économique dont il faut tenir compte pour comprendre les choix électoraux et surtout, c'est l'idée que la rationalité n'est pas quelques choses d'objectif puisqu'il n'existe pas un moyen qui serait le meilleur pour parvenir à ses fins. Il faut tenir compte des contraintes externes, des caractéristiques des acteurs et du fait que l'information politique que les acteurs reçoivent. Il est rare d'être dans la capacité d'évaluer toutes les alternatives possibles et donc de faire le choix optimal. Quand un acteur ou un électeur prend une décision, il ne prend pas la décision la plus satisfaisante, il prend la décision la moins insatisfaisante pour lui. Cette théorie de la rationalité limitée a permis de re-questionner toutes les enquêtes qui avaient utilisé le modèle emprunté aux économistes. Ces deux approches sont complémentaires pour comprendre le comportement électoral des électeurs. L'électeur n'est pas totalement déterminé sociologiquement, mais il n'est pas non plus totalement livré à son appréciation personnelle de la conjoncture ou du contexte. Depuis l'élection présidentielle de 2007, les chercheurs français ont changé leur perspective et depuis 2007, ils analysent le comportement électoral en découpant le temps de la décision : le temps long de la décision électoral : les variables restent explicatives. Il concerne principalement des électeurs qui ont une forte identité partisane et qui changent très peu souvent de vote. Le temps court de la décision : des électeurs qui n'ont pas de choix arrêtés et qui sont susceptibles de changer d'avis ou de se déterminer grâce aux sondages et aux médias durant la campagne électorale : approche individualiste privilégiée.

- 3e temps : ceux qui restent indéterminés jusqu'au moment d'entrer dans l'isoloir.

- **L'électeur : un citoyen éduqué est informé** : La socialisation familiale : 1re socialisation politique.

4) Le rôle des médias dans la vie politique

- L'ensemble du système politique a été modifié assez fortement par l'intrusion des médias de masse, notamment les médias audiovisuels, et cette intrusion a des répercussions évidentes sur la façon de mener les campagnes électorales et sur la façon dont les électeurs font leur choix.

- **Effets des médias sur le jeu politique :**

- Il a des effets multiples puisque depuis l'intrusion des médias, le style politique a été totalement renouvelé et les logiques audiovisuelles ont condamné les hommes politiques s'y adapter pour passer à l'antenne. Le marketing est venu dicter la présentation de soi, des hommes politiques et ils sont obligés de jouer de la séduction, de se montrer décontractés, de faire appel à l'émotion plus qu'à la raison et les conseillers en communication ont appris aux hommes et femmes politiques à modifier leur gestuelle, soigner leur image et donc dorénavant si on veut faire de l'audience, il faut dans les émissions politiques, jouer la carte du spectaculaire. Dans toutes émissions politiques, il n'est plus question de monopole, il faut toujours qu'il existe un dialogue. Ce qu'il faut constater c'est que les médias induisent une certaine starisation de la classe politique et cela incite les hommes et femmes politiques à se livrer davantage et surtout à mettre en scène leur vie privée, leur intimité... il n'empêche que cela plaît beaucoup et de plus en plus aux électeurs.

- 16 mars 2011

- Les médias sont ainsi des instruments de légitimation du personnel politique. Les personnalités politiques sont plus souvent invitées par les médias, leur notoriété et leur place dans le parti augmentent, ils sont donc plus invités par les médias, etc. Les médias influencent les carrières dans les deux sens (moins d'invitations, marginalisation, moins d'invitations, etc.) Les journalistes personnalisent l'information. On ne lutte plus entre des programmes, des idées, mais entre deux individus. On peut se demander si les journalistes ont un effet néfaste sur l'engagement politique des citoyens. (La réponse est dans la formulation de la question en fait !) Il y a une indéniable hausse de l'influence des médias. On perd donc la force du propos politique, celui-ci est simplifié et ne se démarque pas des autres. (On se répète, je sais...). Le spectacle de la politique donne une banalisation de celle-ci et discrédite les acteurs politiques. Plus l'échéance est proche, plus les discours sont consensuels. Le but est d'être rassembleur pour séduire les hésitants et les individus peu politisés (il faut ici séduire et non convaincre). Les médias peuvent aussi être des grands vecteurs de mobilisation. Ce fut le cas entre les deux tours des présidentielles de 2002, les médias ont eu une grande part dans la forte mobilisation. Cependant, la mobilisation due aux médias est souvent ponctuelle, éphémère. Les individus sont reliés dans une même action. La mobilisation médiatique ne crée pas un mouvement collectif.
- Il n'y a pas de rencontre physique, d'influence mutuelle, de débats ou d'intérêts communs entre les citoyens. Les effets des médias sur les citoyens : Lazarsfeld travaille dessus dès les années 1940, les médias influencent peu les électeurs de l'époque. Dans les années 1980, la question est retravaillée, le contexte politique a changé, l'électorat est plus volatile, les électeurs sont moins partisans. Le contexte médiatique a aussi changé : il y a plus de médias, ils sont plus libres, plus professionnels.
- Il y a des influences sur le court et le moyen terme.
- **Sur le long terme :**
- C'est une source de formation des consciences politiques. C'est une source parmi d'autres: la famille, l'école. Une partie de la socialisation politique se fait par les médias. Le développement des médias et de leur utilisation a des conséquences sur la représentation et la vision du monde. Cette conscience politique se fait peu à peu, sans s'en apercevoir.
- **Sur le court terme :**
- Influence certaine sur les individus, mais effets durs à mesurer. Il y a surtout des effets sur les peu politisés et les indécis. Les médias font un « effet d'agenda » sur les électeurs. On ne dit pas comment il faut penser, mais à quoi il faut penser. Il oriente ainsi l'intérêt des téléspectateurs, des citoyens vers certains problèmes.
- Les médias peuvent persuader quelques électeurs de changer leurs préférences politiques si celles-ci ne sont arrêtées. Ces changements de préférences sont sûrement influencés par différents vecteurs. Depuis 2007, il existe une nouvelle méthode d'enquête en France (ça vient des États-Unis).
- Le C.E.VI.PO.F. Surtout utilise cela pour voir les différentes influences. Ils travaillent sur différentes temporalités du vote. Ils regardent sur des temporalités courtes et veulent voir l'impact des médias sur les électeurs. (Comprenez qui pourra !!)

## 5) Le sondage

- C'est un bon outil ? Se développe et se diversifie depuis les années 1980. Le but est de prévoir les votes, de voir l'impact des prestations télévisées ou l'image des individus politiques. Beaucoup d'hommes politiques ont besoin des sondages pour voir l'opinion que les citoyens ont d'eux. Les sondages sont critiqués par les hommes politiques, mais ces derniers en commandent souvent. Ils sont utilisés comme des outils de connaissance des souhaits et opinions de la population.
- Se pose alors la question de la construction, l'utilisation et l'efficacité de cet outil.
- Les reproches faits aux sondages :
  - reproches sur leur capacité de prévision.
  - Trop tôt vis-à-vis de l'événement.
  - Problème d'échantillon et de formulation des questions
  - Les instituts sont proches de certains partis
- Les journaux ont cependant une part de responsabilité. Ils donnent rarement la marge d'erreur alors que l'institut est obligé de le communiquer aux médias. Nous sommes victimes d'une course aux chiffres significatifs. Souvent il y a une déclinaison de propositions (très favorable favorable - ... -défavorable très

défavorable ne sais pas). Les médias donnent un seul pourcentage en regroupant les « favorables » et les « non favorables ».

- Avec l'évolution des sondages, peu d'erreurs sur une tendance (hausse ou baisse d'un parti ou candidat). Mais souvent les médias ne présentent pas l'évolution avec les sondages précédents. Le sondage rencontre des limites quand le paysage politique est bouleversé par des nouveaux partis ou candidats qui sont peu repérables. Les sondages ne peuvent donc pas toujours mesurer l'opinion que les citoyens en ont (les écologistes dans les années 1990 étaient haut dans les sondages, mais ont chuté lors des élections). Les partis non gouvernementaux surtout posent problèmes aux instituts.
- Il faut faire attention à l'effet de nouveauté (cas Marine Le Pen ?) et mettre les sondages dans le contexte du moment. L'essentiel est de voir les tendances sur le long terme.
- Il faut donc poser les bonnes questions vis-à-vis des sondages. Faut voir si c'est une vraie mesure d'opinion publique. Une opinion est-elle mesurable ? Le sondage est-il une photo à l'instant T ? L'opinion est une interaction entre les individus, elle peut donc évoluer. Elle varie en fonction des interlocuteurs que l'on a en face de nous (on ne dit pas la même chose à un ami, un supérieur ou un subordonné...)
- Il existe un paradoxe des mesures d'opinion. Il faut avoir réfléchi à la question avant. Or les sondages posent souvent des questions que l'on ne se posait même pas et il faut répondre tout de suite. Il existe une différence entre « l'opinion éclairée » (construite et informée) et « l'opinion sondagière » (ce n'est pas réaliste vis-à-vis de l'opinion publique).
- Les sondages sont nombreux. C'est vu comme un moyen privilégié d'appel au jugement des citoyens sur de multiples questions. L'opinion publique est devenue l'enjeu de légitimation des interventions de puissances politiques ou économiques. Une intervention se justifie si elle est soutenue par de nombreux électeurs ou consommateurs (via les sondages). Les sondages remplacent les débats publics parlementaires. L'espace public fait de discours artificiels est dominé par les sondages. Cela crée un écart entre le monde social réel et les discours réalisés à partir des résultats de sondages.
- Ce qui est à craindre est un usage abusif des sondages. On détourne le problème en disant que les sondages sont mal faits ou que les hommes politiques sont manipulés. Il faut faire attention à ce que les sondages ne remplacent pas les vrais lieux d'expression de la démocratie.

## 6) Internet dans la vie politique.

- Pour beaucoup : internet est une solution à la crise de la démocratie. Il crée une hausse de la participation des citoyens. C'est une source d'information importante, facile d'accès avec de nombreux forums de discussion politique.
- On voit le rôle d'internet dans les mobilisations en Égypte ou Tunisie par exemple. Internet serait donc un outil vital pour les démocraties.
- Or objectivement il y a une meilleure information et plus d'information des citoyens. Cependant, cet outil est utilisé en fonction des centres d'intérêt des utilisateurs. Si on n'est pas intéressé par la politique, on ne s'informe pas plus sur ce domaine. Internet ne suscite pas de nouveaux centres d'intérêt chez les citoyens. Internet conforte les idées politiques des individus intéressés, mais n'apporte rien à ceux qui ne le sont pas.



## (P1) CHAPITRE 3 : LES FORMES NON CONVENTIONNELLES DE PARTICIPATION

– 23 mars 2011

– Les gouvernés désignent des représentants qui, une fois élus, décideront au nom des électeurs, des décisions à prendre dans les différents domaines d'intervention publique. Les gouvernés conservent la possibilité d'intervenir dans les débats politiques de multiples manières : manifestations, grèves, pétitions... Ces formes de participations sont qualifiées de non conventionnelles, car elles se situent en dehors des cadres institutionnels de l'action politique. On parle aussi d'action collective ou de mouvement social.

### I) LES FORMES DE L'ACTION COLLECTIVES

– On parle d'action collective à partir du moment où un groupe d'individus s'unit autour d'une revendication commune et elle devient politique lorsque les membres du groupe donnent à l'action un sens politique (l'action entreprise peut avoir une influence sur la vie politique).

– Elle est une forme d'action protestataire menée par un groupe qui cherche à exprimer son mécontentement, son opposition à un autre groupe ou à une autre personne. On considère que l'action collective présente trois caractéristiques :

– **L'intentionnalité du mouvement** : un mouvement social rassemble des individus qui agissent en vue d'obtenir un certain résultat

– **La concertation d'individus libres et volontaires** : un mouvement social rassemble des individus qui ne sont pas obligés de faire partie de ce mouvement. Ils décident librement de participer pour signifier qu'ils partagent l'objectif poursuivi par le mouvement sans pour autant retirer des avantages directs de leur participation.

– **La défense ou la promotion d'une cause** : la motivation des participants à un mouvement social est de défendre une cause, de faire en sorte qu'elle soit mieux prise en compte dans l'espace politique et faire en sorte que les élus prennent en considération cette cause dans leurs choix politiques.

– Quelles sont les personnes les plus aptes à se mobiliser dans les actions collectives ?

– Certains individus présentant certaines caractéristiques sont plus favorables que d'autres au fait de participer à un mouvement social :

– Personnes de moins de 40 ans. En général au fur et à mesure que l'on vieillit, le potentiel protestataire s'affaiblit alors que la participation conventionnelle se renforce.

– Personnes d'un niveau de diplôme assez élevé puisque 70% des diplômés de l'enseignement supérieur sont favorables à une participation de type non conventionnel.

– Personnes qui n'appartiennent pas aux classes moyennes salariées, personne urbaine, personne ouverte aux valeurs du libéralisme culturel et se disent intéressés par la politique et se considèrent comme compétentes dans le domaine politique.

– Les chercheurs ont tenté de repérer pour quels types d'action les individus étaient prêts à se mobiliser. Cela a permis de mesurer le potentiel protestataire des personnes enquêtées. Il y a des marges d'erreur entre le fait d'approuver et le fait de participer.

|  |      |
|--|------|
| – Êtes-vous prêts ou approuvez le fait de provoquer des dégâts matériels ? | 1 %  |
| – Approuvez-vous le fait de peindre des slogans sur les murs ?             | 5 %  |
| – Approuvez-vous le fait d'occuper un bâtiment administratif ?             | 28 % |
| – Approuvez-vous le fait de participer à une manifestation de rue ?        | 50 % |
| – Approuvez-vous le fait de faire grève ?                                  | 66 % |

– Il est significatif de voir que ce sont les actions reconnues juridiquement, notamment la grève et la manifestation, qui sont le plus largement soutenues par les citoyens alors que tout ce qui est illégal et violent bénéficie d'un soutien minimal.

### II) LES CAUSES DE LA MOBILISATION

– On a une évolution dans les démocraties occidentales puisque jusqu'au milieu des années 1970, les conflits étaient principalement centrés sur les problèmes de travail (organisation du travail, salaires...). Aujourd'hui, les mouvements sociaux naissent du refus des effets négatifs du changement et traduisent la nouvelle question sociale : l'augmentation de la précarité, le basculement dans la pauvreté de certaines catégories de population voir leur exclusion. Ces mobilisations n'ont pas pour objectif de remettre en cause l'organisation de la société, mais le but est l'intégration de tous les citoyens.



- Au-delà de ces revendications, il importe de savoir quelles sont les conditions pour qu'une action collective se mette en place. Les conditions nécessaires se situent à deux niveaux différents :
- Les relations entre les membres du groupe
- Les rapports que le groupe entretient avec les autres personnes ou groupes auxquels il s'oppose.
- On a diverses théories qui tentent d'expliquer la genèse d'une action collective.
- **La théorie des incitations sélective : OLSON : les logiques de l'action individuelle et collectives.**
- Il affirme qu'un individu ne s'engage jamais spontanément dans l'action collective sauf s'il y trouve un avantage personnel. Selon Olson, l'espérance n'est pas suffisante pour motiver les membres d'un groupe, car selon lui, qu'on participe ou non au mouvement, de toute façon on bénéficiera un jour des retombés du mouvement. Ce sont les leaders des mouvements qui vont mettre en place des incitations sélectives pour favoriser la mobilisation des individus :
  - Pénalisation pour les personnes qui refusent de participer au mouvement : elles peuvent être psychologiques, physiques, juridiques...
  - Octroyer des avantages spécifiques à ceux qui acceptent de participer au mouvement en leur promettant des responsabilités plus importantes, des avantages sociaux, en lui faisant bénéficier d'un certain réseau social...
- Dans cette théorie on voit que l'accès libre est volontaire à un mouvement est fortement critiqué par Olson. Dans sa théorie, il privilégie un niveau d'analyse, qui est : les relations internes du groupe. Les individus participants à une action collective sont des acteurs qui adhèrent au collectif en y étant incités d'une manière ou d'une autre et les liens avec le ou les leaders du mouvement sont personnalisés et fondés sur la punition ou la récompense.
- **L'analyse stratégique de Crozier et Friedberg :**
- Leur théorie analyse la façon dont les individus s'organisent dans un cadre formel, une administration ou une entreprise ou dans un cadre moins formel : réunion d'individu, association, mouvement social... L'idée principale est de dire que dans toutes organisations, on a affaire à des acteurs qui ont un comportement stratégique, c'est-à-dire que chaque acteur dispose d'un minimum de marge de manœuvre ce qui lui permet d'adopter un comportement particulier : comportement volontariste, actif, inerte ou peu réactif... parce qu'il y trouve un intérêt. Cet acteur n'est pas un acteur stratège rationnel qui raisonne en termes de coût-bénéfice ou de coût avantage. Même s'il dispose d'une marge de manœuvre, elle est toujours limitée dans la mesure où les acteurs sont soumis à diverses contraintes : la pression, la contrainte... Ils ne sont pas complètement rationnels, car ils agissent en fonction des représentations qu'ils se font des représentations. Ces représentations, elles sont biaisées par une information d'insinuation qui n'est jamais parfaite et sont toujours imprégnées par des valeurs d'univers culturel particulier sachant que tous ceux qui participent à un mouvement social ne partagent pas tous les mêmes valeurs culturelles.
- **Théorie de la mobilisation des ressources : Anthony Oberschall**
- Selon lui, il existe des conditions minimales pour qu'une protestation collective se mette en place : l'existence d'objectifs communs et l'identification commune des personnes et du groupe auquel on s'oppose. Pour qu'un mouvement collectif se prolonge, il est nécessaire d'avoir une base organisationnelle et il est nécessaire d'avoir une continuité dans la mise en œuvre du mouvement. Cela signifie que tous les mouvements non organisés ne sont pas des mouvements collectifs durables, car il n'y a pas d'organisation véritable et pas de continuité dans la direction du mouvement. Selon lui, la participation de chaque individu a des mouvements sociaux et conditionnés par les modalités de sa dépendance sociale. Il est question d'intégration des individus dans la société. Finalement, plus l'intégration des individus n'est forte et réussie moins il y a de chance que se produisent les mouvements sociaux. À l'inverse, lorsque nous sommes dans des sociétés fortement segmentées ou les individus ne sont pas très bien intégrés, nous sommes dans un contexte favorable au conflit et à la mobilisation. La capacité de mobilisation des individus est fortement dépendante de l'environnement extérieur et de la structure de cet environnement fragmenté ou peu fragmenté.
- **Le modèle identitaire : A. Touraine**
- Pour qu'un groupe se constitue, il faut qu'il partage une identité commune (valeurs communes, intérêts communs). Lorsque l'action collective est mise en place, cela renforce le sentiment identitaire parce que l'action collective permet de mettre en avant les enjeux communs et l'action collective est inscrite durablement dans les mémoires : entretien de la mémoire collective. Cette mémoire commune va être

utilisée ou réactivée par les leaders qui vont pouvoir jouer sur les souvenirs communs pour inciter les membres du groupe à participer à de nouvelles actions.

- Qu'est ce qu'il faut pour qu'une action collective devienne politique ? Pour qu'une mobilisation prenne un sens politique, les personnes concernées doivent accéder à une nouvelle représentation de leur problème et de leurs intérêts. Il est indispensable qu'il y ait un travail d'interprétation, de traduction : convaincre les acteurs du mouvement que leurs revendications ont un sens politique. Beaucoup d'étude sur l'influence des leaders. Pour être un bon leader de mouvement social, il faut être capable d'apprécier la situation dans laquelle le groupe se trouve. Il faut être capable d'évaluer la détermination des adversaires, de mesurer les ressources dont dispose le groupe et les ressources auxquelles on s'oppose. Il faut être capable de définir des stratégies, de modifier les stratégies en fonction des événements.
- T.R Gurr : par rapport à cette violence politique, il a développé la théorie de la frustration/agression. Selon lui, la frustration apparaît lorsque l'individu ne parvient pas à se procurer les biens qu'il se sent pourtant autorisé à convoiter. Et les potentialités de violences sociales sont à leur sommet lorsqu'un maximum d'individus se trouve placé en situation de frustration. Le passage à la violence politique est favorisé par la diffusion de normes qui justifient le recours à la violence dans certains cas : lorsqu'on est convaincu que la résistance à l'oppression est un devoir qui implique, éventuellement, l'emploi de la violence. Il est également favorisé par la conviction selon laquelle seule la violence peut être payante et peut permettre d'atteindre les objectifs fixés par le mouvement. Gurr précise que pour qu'il y ait violence politique il faut d'abord qu'il y ait violence sociale, mais la violence sociale n'entraîne pas systématiquement la violence politique.

### III) LES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX (NMS)

- Ce sont des formes de contestations inédites qui apparaissent à la fin des années 1960 avec des revendications nouvelles : le mouvement féministe, l'écologie, les mouvements régionalistes et les mouvements étudiants. D'autres mouvements qui défendent de nouvelles causes : le droit des immigrés, les homosexuels et tous les mouvements des « sans » (abris, logement travail, papiers...). En dehors de ces nouvelles causes, les NMS se distinguent des conflits classiques sur 4 points essentiellement :
- **Les formes d'organisation et d'action** : parmi ceux qui participent au NMS, il ya de leur part une méfiance à l'égard des partis politiques et des syndicats qui sont jugés beaucoup trop bureaucratique, or, les participants aux NMS valorisent l'autonomie des structures et la décentralisation des structures. Ils ne veulent pas être porteurs de discours idéologique jugés trop vastes. Ils valorisent plutôt des objectifs précis, ponctuels... que des discours idéologiques. Ces NMS se veulent défenseurs des catégories qui se définissent par leur marginalité et par la faiblesse de leurs ressources sociales. Pour que cela fonctionne, on fait appel à des leaders médiatiques. La plupart du temps, ils utilisent les médias pour faire connaître leur revendication et parfois vont jusqu'à mettre en scène leurs actions en invitant les médias à venir filmer leurs actions.
- **Les valeurs et les revendications** : les conflits classiques portaient sur la distribution des richesses et des revendications sur les salaires. Les NMS, eux, comportent des revendications moins matérielles et plus symboliques. Elles sont souvent l'expression d'un style de vie voire d'une identité. Cela concerne les acteurs qui appartiennent à des catégories marginales et qui, part des NMS tentent de construire, de manière positive, une identité qu'ils revendiquent et qu'ils aimeraient faire reconnaître. Ces mouvements sont pris, entre la volonté de dénoncer l'injustice subite et d'appeler aux valeurs de la solidarité nationale en cherchant une reconnaissance de l'opinion publique.
- **Le rapport aux politiques** : les mouvements sociaux classiques étaient portés la plupart du temps par les syndicats qui fonctionnaient en relation étroite avec les partis politiques. Les NMS sont méfiants, voire réfractaires aux organisations politiques que les acteurs considèrent compromises avec le pouvoir. Ces actions sont plutôt pilotées par des associations qui pour tenter d'influencer l'opinion publique et pour compenser le manque de base militante des NMS, elles vont revendiquer le soutien d'autorités morales, intellectuelles ce qui permet à ces minorités d'être organisées, encadrées. La faiblesse des acteurs empêche la construction de véritables revendications unifiées et durables. La marginalité des acteurs fait qu'ils sont isolés, il est donc difficile de créer des mouvements durables.
- **L'identité des acteurs** : dans les anciens MS, les acteurs se revendiquaient d'une unité de classe, notamment la classe ouvrière. Avec les NMS, les acteurs se définissent plus par rapport à des critères culturels, ce qui explique pourquoi ils ont du mal à être durables et stables. L'hétérogénéité de ces groupes et un handicap pour faire durer ces mouvements. Étant donné les revendications des NMS, on a tendance à dire qu'il y aurait des mouvements plus légitimes que d'autres. Tout ce qui est revendication sur les salaires ou conditions de travail est plutôt entré dans des conflits de catégories privilégiées (revendication superflus par

rapport à ceux qui revendiquent le droit d'exister). On a tendance à opposer ces deux types de revendication. Ceux qui sont dans le monde du travail connaissent également des difficultés qu'ils ont le droit d'exprimer.

-